



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

69745
;
no 22111



Distr.
GÉNÉRALE

ST/ECA/ATRCW/82/14
Mars 1982

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Atelier organisé à l'intention des
coordonnatrices responsables, dans les centres
multinationaux de programmation et d'exécution
de projets de la Commission économique pour
l'Afrique, des programmes en faveur des femmes

Addis Abeba, 25-30 juin 1980

ATELIER ORGANISÉ À L'INTENTION DES COORDONNATRICES
RESPONSABLES, DANS LES CENTRES MULTINATIONAUX DE
PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS,
DES PROGRAMMES EN FAVEUR DES FEMMES.

I. Introduction

Grâce à une subvention du PNUD, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'Organisation des Nations Unies a pu recruter et placer quatre coordinatrices dans les MULPOC de Gisenyi, Lusaka, Niamey et Yaoundé. La fonction principale des coordinatrices consiste à mettre en oeuvre des projets qui permettent l'intégration complète des femmes au processus de développement telle qu'elle est définie dans le programme de travail élaboré par les organes délibérants de chaque MULPOC.

Au sein de la CEA, le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) est chargé de veiller à l'application des mesures, à l'exécution des projets et des programmes et à la coordination des activités de façon à obtenir une intégration complète des femmes au processus de développement. Les mesures essentielles visant à l'intégration de la femme au développement ont débouché sur un plan mondial d'action et ont été universellement approuvées dans des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et ont depuis eu des applications concrètes grâce aux efforts coordonnés et concertés déployés aux niveaux mondial, régional et national.

Le CARFF s'est chargé directement du recrutement et du placement des coordonnatrices sous-régionales pour les programmes en faveur des femmes. Il ne s'agissait là cependant que d'un premier pas. Exposer aux coordinatrices les objectifs de leur mission, les incidences du Plan mondial d'action et les complexités du système dans lequel elles étaient entrées, constituait une tâche redoutable pour le CARFF.

Peu de temps après son recrutement, chacune des coordinatrices s'est rendue au CARFF pour une réunion d'information. On a estimé cependant qu'après un bref séjour des coordonnatrices dans leurs MULPOC respectifs, il convenait d'organiser au siège de la CEA un atelier de courte durée à l'intention de ce groupe de façon à lui donner des directives plus complètes. Le présent document constitue le rapport du premier atelier organisé à l'intention des coordinatrices de MULPOC du 25 au 30 juin 1980 à Addis-Abeba.

II. Objectifs

L'atelier visait à :

1. fournir aux coordinatrices une connaissance approfondie des MULPOC, du CARFF et de la CEA;
2. établir une tribune où les coordonnatrices et le personnel du CARFF échangeraient des connaissances, ce qui leur permettrait d'harmoniser les programmes de travail et les relations de travail entre le personnel de la CEA d'une part et les fonctionnaires des MULPOC responsables de l'intégration des femmes au développement de l'autre;

3. permettre aux coordinatrices de se rencontrer et d'étudier comment elles pourraient s'épauler sur le terrain;
4. examiner les éléments qui ont favorisé ou entravé les activités des coordinatrices au cours des six premiers mois passés à leurs postes d'affectation respectifs, de façon à permettre de trouver des solutions et/ou de renforcer les éléments favorables.

III. Cérémonie d'ouverture

L'atelier a été officiellement ouvert, au nom du Secrétaire exécutif par M. J. Riby-Williams, Directeur de la Division du développement social. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants à Addis-Abeba, Mr. Riby-Williams a examiné le rôle des coordinatrices des MULPOC dans la mise en oeuvre des programmes de masse pour l'intégration de la femme au développement. Il a souligné que les trois objectifs de l'atelier étaient de:

1. permettre aux participants de mieux comprendre le CARFF, les MULPOC ainsi que les programmes et projets qui doivent être mis en oeuvre au niveau sous-régional;
2. permettre aux participants de donner au personnel de la CEA à Addis-Abeba des éléments d'évaluation des programmes;
3. d'établir un système de mise en oeuvre pour les programmes des MULPOC en faveur des femmes.

M. Riby-Williams a souligné que les coordinatrices, opérant au sein des MULPOC, étaient très bien placées pour évaluer la condition de la femme, les politiques officielles relatives à l'intégration de la femme ainsi que les tendances des politiques nationales en ce domaine.

M. Williams a assuré les coordinatrices que le personnel de la Division du développement social était à leur disposition à tout moment et a souhaité plein succès à l'atelier.

IV. Organisation

Au cours de l'atelier, tous les travaux se sont déroulés en séance plénière avec interprétation en français et en anglais.

V. Cadre institutionnel et organisationnel des MULPOC au sein de la Commission économique pour l'Afrique.

Ce sujet a revêtu une grande importance au cours de l'atelier. Les cinq MULPOC sous-régionaux, comme leur nom l'indique constituent des centres opérationnels de la CEA et jouissent d'une autonomie assez grande. Les coordinatrices travaillant au sein des MULPOC, il convenait de leur donner des informations détaillées sur l'historique, les objectifs et le fonctionnement des MULPOC.

M Bax Nomvete, Directeur du Service de la coopération économique de la CEA, s'est adressé aux participants. Dans son allocution, Mr. Nomvete a parlé de l'historique des objectifs, des fonctions, et des relations internes et externes des MULPOC ainsi que du cadre structurel de ces derniers.

Voici un résumé de son allocution :

Historique

Les MULPOC ont été créés lors de la troisième réunion de la Conférence des ministres en 1977. Ils ont succédé aux équipes multinationales interdisciplinaires de conseillers des Nations Unies pour le développement qui à la fin des années 60 ne répondaient pas, de l'avis des chefs d'Etat africains, aux besoins et demandes en matière de développement du continent africain, aux besoins et demandes en matière de développement du continent africain. La pression exercée par les chefs d'Etat africains en 1973-1974 a conduit à réexaminer les objectifs de la CEA, à rechercher des relations fonctionnelles plus étroites avec les Etats membres et à placer l'accent sur des priorités compatibles avec les problèmes de développement dans la région. A la suite de cet appel, le Plan directeur révisé pour l'installation du nouvel ordre économique international en Afrique a été établi où l'accent était mis sur les mesures à prendre. Les MULPOC étaient considérés comme les pôles des programmes d'action qui seraient ultérieurement élaborés. La liste des cinq MULPOC et des Etats membres qui les composent figure à l'annexe II).

Les MULPOC n'ont pas été créés dans le but de faire double emploi avec les activités présentes ou futures de la CEA. Ils devaient plutôt être des centres administratifs, fonctionnels et opérationnels autonomes dont le programme de travail ferait partie intégrante du programme global de la CEA.

Objectif

L'objectif essentiel des MULPOC est de promouvoir la coopération économique multinationale en vue de déboucher sur la création de marchés communs sous-régionaux en prélude à l'établissement d'un marché commun régional.

Structure des MULPOC

Les MULPOC font partie intégrante de la CEA. Ils jouissent d'une grande autonomie et sont responsables devant un conseil des ministres composé des représentantes des Etats membres du MULPOC. Sur le plan administratif les MULPOC appliquent le mandat et le règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique sous le contrôle du Secrétaire exécutif. On comprend mieux le degré d'autonomie des MULPOC lorsqu'on examine les fonctions des directeurs de MULPOC.

Directeurs de MULPOC

Les directeurs de MULPOC ont des fonctions multiples, à savoir :

1. Ils sont chefs de l'administration;
2. Ils sont chargés de la mise en oeuvre des programmes de travail sous-régionaux des différents MULPOC;
3. Ils sont habilités à avoir des consultations indépendantes avec les gouvernements membres des MULPOC;
4. Ils sont chargés de convoquer les organes délibérants et les réunions d'experts;
5. Ils sont habilités à assurer la liaison avec les représentants du PNUD dans les Etats membres du MULPOC, avec d'autres agences spécialisées des Nations Unies et des organisations non gouvernementales dans le but de rassembler des fonds ou de rechercher une collaboration pour l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des projets;
6. Ils sont chargés de la préparation des programmes de travail et des budgets relatifs ainsi que des plans de gestion des programmes sous-régionaux;
7. Ils recrutent le personnel d'appui et font des recommandations au Secrétaire exécutif en ce qui concerne le recrutement des spécialistes; et des experts;

Par ailleurs, tous les fonctionnaires des MULPOC sont responsables devant les directeurs de MULPOC.

Relations entre les MULPOC et le siège de la CEA

Le Service de la coopération économique, situé au siège de la CEA, est responsable des MULPOC. Dans ce service, un fonctionnaire est assigné à temps complet aux affaires concernant chaque MULPOC. C'est ainsi qu'il y a une liaison permanente entre toutes les divisions du siège de la CEA et les MULPOC par l'intermédiaire des fonctionnaires du Service de la coopération économique.

De façon générale, le personnel de la CEA appuie les activités effectuées dans l'ensemble des MULPOC.

Les coordinatrices des programmes de MULPOC en faveur des femmes

Les coordinatrices font, avant tout, partie des équipes des MULPOC. Se trouvant sous la supervision directe du directeur de MULPOC, elles représentent les intérêts des femmes au niveau sous-régional. Parmi leurs attributions figurent l'élaboration de projets en faveur des femmes, l'inclusion de ceux-ci dans le programme de travail des MULPOC et l'exécution d'activités.

VI. Perspectives mondiales, régionales, sous-régionales et nationales concernant les programmes du CARFF

Mme Mary Tadesse, Directrice du CARFF, a décrit en détail aux participants la structure et les fonctions du Centre. Elle a expliqué les relations du CARFF avec les organismes officiels qui ont été créés dans la région africaine en vue de la promotion des femmes. Dans son exposé, elle a retracé les circonstances qui ont conduit à l'élaboration au sein des commissions régionales, de programmes en faveur des femmes.

VII. Fonctions du Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique de la CEA

M. Gaoussou Traoré a parlé des fonctions de ce service, en mettant l'accent sur son rôle de coordinateur et d'organe d'évaluation au sein de la CEA. Le Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique, est notamment chargé de l'administration des ressources extra-budgétaires que la CEA reçoit de diverses institutions spécialisées des Nations Unies, de donateurs bilatéraux, et d'autres sources. Une de ses fonctions principales consiste à veiller à ce que les fonds reçus soient effectivement commis à leur destination première.

VIII. Activités du CARFF

Les fonctionnaires du CARFF ont parlé des activités du Centre ainsi que des directives à la base de ces activités. Les principaux domaines portent sur l'information, la recherche, l'Equipe spéciale, l'artisanat et la petite industrie, la technologie appropriée, la population et l'éducation familiale.

IX. Exposés faits par les coordinatrices

Chaque coordinatrice a fait un exposé qui a porté sur :

1. Le programme de travail;
2. Les activités effectuées depuis leur entrée en fonction;
3. Des problèmes et questions spécifiques;
4. Des questions d'ordre général.

X. Discussion

A la suite de ces exposés, il y a eu un débat animé qui a porté essentiellement sur les problèmes rencontrés par les coordinatrices et sur des sujets nécessitant des informations supplémentaires à propos des relations entre les services. Les recommandations et/ou les résolutions contenues dans le présent rapport reflètent non seulement les principaux domaines critiques et questions soulevés lors des débats mais également les mesures que les participants à l'atelier ont estimé qu'il fallait prendre pour résoudre des problèmes.

XI. Activités diverses

Les observatrices du Nigéria ont décrit les activités effectuées dans leur pays et ont indiqué qu'il y avait des domaines où il pourrait y avoir une collaboration avec le CARFF.

XII. Recommandations

1. Questions administratives au sein des MULPOC

Notant avec satisfaction les progrès accomplis en ce qui concerne l'harmonisation des programmes du CARFF et des MULPOC en faveur des femmes comme en atteste le présent atelier,

Reconnaissant l'autorité qui a été dévolue aux directeurs des MULPOC concernant toutes les questions administratives dans chacune des sous-régions respectives, les coordinatrices des programmes en faveur des femmes souhaitent réaffirmer qu'elles sont fermement décidées à coopérer avec l'ensemble du personnel des différents MULPOC et à continuer à déployer des efforts en vue d'harmoniser les programmes en faveur des femmes avec l'ensemble des projets en cours.

Notant en outre, cependant, que les programmes des MULPOC en faveur des femmes ont été établis à l'issue d'une évaluation des besoins des femmes dans chaque sous-région, il a été recommandé que :

1. Les coordinatrices ne se heurtent à aucune restriction en ce qui concerne l'exécution prévue du programme ;
2. Les coordinatrices puissent faire des recommandations en ce qui concerne le réaménagement ou la modification des projets conformément aux aspirations véritables des femmes dans les sous-régions ;
3. Les coordinatrices, en consultation et en accord avec les directeurs des MULPOC exercent un contrôle sur leur budget ;
4. Que la CEA étudie les moyens d'éliminer les goulots d'étranglement qui entravent l'exécution des missions envisagées.

2. Communication entre les coordinatrices et le CARFF

Notant que le placement des coordinatrices au sein des MULPOC constituait une phase du Plan de décentralisation globale de la CEA,

Consciente que ce processus se trouvait à un stade expérimental;

Reconnaissant par conséquent que le programme de travail actuel du siège de la CEA était différent de celui des coordinatrices;

Décidant, qu'en dépit de cette différence, il était essentiel de collaborer à l'exécution de tous les projets et programmes à tous les niveaux, il a été recommandé :

1. Qu'il y ait une consultation et une collaboration plus poussées entre le Service de la coopération économique, les MULPOC et le CARFF;
2. Qu'il y ait un échange complet d'informations entre le personnel du CARFF au siège et les coordinatrices en ce qui concerne les programmes, les projets et les plans de travail dans le court, moyen et long terme;
3. Qu'une information complète soit fournie à toutes les coordinatrices en ce qui concerne les activités que les fonctionnaires du CARFF effectuent dans chacun des MULPOC, avec une indication précise du rôle qu'on attend de la coordinatrice correspondante;
4. Qu'il y ait un échange d'information sur les rapports d'activités et les plans de travail entre les coordinatrices des programmes en faveur des femmes;
5. Que des détails du programme de travail et des divers rapports établis par les MULPOC soient également fournis.

3. Personnel supplémentaire pour les MULPOC de Niamey et de Lusaka

Considérant que les MULPOC de Niamey et de Lusaka comprennent 16 et 18 pays respectivement;

Consciente qu'il est nécessaire d'avoir une couverture suffisante et qualitative des programmes en faveur des femmes dans tous les pays membres de ces deux MULPOC, il a été recommandé qu'un administrateur soit recruté pour chacun des MULPOC de Niamey et de Lusaka.

4. Collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies et avec d'autres organismes et institutions

Reconnaissant la nécessité de collaborer avec l'organisation des Nations Unies et d'autres organismes qui exécutent des programmes en faveur des femmes dans l'ensemble des sous-régions,

Constatant cependant qu'il y a chevauchement et double emploi dans ce domaine du fait de l'existence de divers droits acquis,

Notant que la responsabilité première des coordinatrices consiste à mettre en œuvre leurs propres programmes,

Désirant établir des relations de travail cordiales avec tous les organismes et gouvernements des sous-régions, il a été recommandé que:

1. Le CARFF fournisse régulièrement des détails complets sur le Groupe de travail interinstitutions;
2. La CEA fournisse des directives concernant les modalités de collaboration avec d'autres organismes en ce domaine.

5. Mécanismes nationaux

On a expliqué que la création de mécanismes nationaux constituait une priorité essentielle pour le CARFF. Il existe des mécanismes dans de nombreux pays, cependant, il y a encore un certain nombre de pays où aucun mécanisme n'a été créé. On a estimé indispensable, dans tous les cas, de trouver un moyen de faire appel aux connaissances des intellectuelles africaines, ainsi que d'identifier et de faire participer activement des groupes de femmes qui travaillent avec ou sans l'appui de partis politiques ou de gouvernements.

On a recommandé de fournir des efforts en vue de mobiliser :

1. Les techniciennes et spécialistes qui jusqu'à présent ne sont pas associées aux efforts destinés à promouvoir l'intégration des femmes dans leurs pays ;
2. Les associations des femmes qui ne participent pas à l'établissement des mécanismes nationaux.

6. Recommandations

Considérant les nombreuses propositions faites par Mme Aribot concernant les différents besoins des femmes africaines pauvres dans les zones rurales et en particulier ceux liés à la sécheresse dans le Sahel, l'atelier a recommandé que des programmes de crédit soient définis pour la période 1982-1983 de façon à permettre de lancer des projets ponctuels et concrets en faveur des femmes dans les zones rurales et en particulier en faveur de celles qui vivent dans la région du Sahel.

On a estimé qu'il devait y avoir une harmonisation entre les programmes précédents des MULPOC et ceux du CARFF et une coordination aussi poussée que possible entre les services du CARFF et les coordinatrices des MULPOC.

A l'issue du séminaire on a recommandé que :

1. Les divers services du CARFF communiquent avec les coordinatrices au titre des projets et que le degré d'intervention des coordinatrices dans les différentes activités soit déterminé ;
2. Les services signalent aux coordinatrices des MULPOC toutes les activités effectuées dans les sous-régions.

Compte tenu de la résolution I de la réunion du Comité sous-régional du MULPOC de Niamey dans laquelle on a demandé le recrutement d'un expert associé pour aider les coordinatrices, du grand nombre de pays de cette sous-région et de l'envergure des programmes à y exécuter, l'atelier a recommandé de recruter une assistance pour seconder les coordinatrices des MULPOC de Niamey et de Lusaka.

XIII. Cérémonie de clôture

M. Riby-Williams a présidé une brève cérémonie de clôture au cours de laquelle il a remercié tous les participants d'avoir contribué au succès de l'atelier et leur a souhaité un bon voyage.

Liste des participants à l'atelier

I. Coordinatrices des programmes en faveur des femmes

- | | |
|-----------------------|---------------------|
| Mme Mariama Aribot | - MULPOC de Niamey |
| Mme Denise Gazania | - MULPOC de Yaoundé |
| Mme Victoria Mwanwaja | - MULPOC de Lusaka |
| Mme Claire Sinarinzi | - MULPOC de Gisenyi |

II. Participantés nigérianes

- | | |
|------------|---|
| Mme B. Oni | - Directrice de l'enseignement ménager, Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural. |
|------------|---|

- | | |
|--------------|---|
| Mme M. Kaura | - AERLS, Université Ahmadou Bello, Zaria. |
|--------------|---|

III. Observatrice de l'Ethiopie

- | | |
|------------------|---|
| Mme Misrak Elias | - Coordinatrice, formation en planification du développement et les femmes : une perspective africaine. |
|------------------|---|

IV. Directeur de l'atelier

- | | |
|---------------------|--|
| M. S.J. Bai Bangura | - Fonctionnaire chargé de l'information et de la formation, CARFF. |
|---------------------|--|

Liste des MULPOC et des Etats (qui sont membres)

MULPOC de Gisenyi

Burundi
Rwanda
Zaïre

MULPOC de Lusaka

Angola
Botswana
Comores
Djibouti
Ethiopie
Kenya
Lesotho
Madagascar
Malawi
Maurice
Mozambique
Ouganda
République-Unie de Tanzanie
Seychelles
Somalie
Swaziland
Zambie

MULPOC de Niamey

Bénin Algérie
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Haute-Volta
Libéria
Mali
Mauritanie
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

MULPOC de Tanger

Algérie
Egypte
Jamahiriya arabe libyenne
Maroc
Soudan
Tunisie

MULPOC de Yaoundé

Congo
Gabon
Guinée équatoriale
République centrafricaine
République-Unie du Cameroun
Sao Tome-et-Principe
Tchad